

COMPTE-RENDUS

1. L'ASIE ORIENTALE DES ANNÉES 1990 AUX ANNÉES 2000

A. LA DEUXIÈME MOITIÉ DES ANNÉES 1990

François JOYAUX, *L'Association des Nations du Sud-Est Asiatique (ANSEA)*, Paris, PuF, coll. "Que sais-je ?", 1997, 125 p.

Publié à l'occasion du trentième anniversaire de l'ANSEA, ce "Que sais-je ?" dresse le bilan des trois premières décennies de l'Association. Son auteur, François Joyaux, professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, spécialiste des questions internationales et de sécurité en Extrême-Orient, a été à ce titre conseiller pour les affaires d'Extrême-Orient à la Direction de la Documentation. L'approche retenue est historique et descriptive ; néanmoins, à l'issue de la lecture, une thèse implicite s'esquisse que l'on pourrait résumer par la problématique suivante : quelles sont les avancées et les limites de l'ANSEA eu égard aux objectifs évolutifs qu'elle s'est fixés ? La démonstration s'articule autour de deux points : les difficultés de la naissance ; et les contrastes de l'évolution.

Aboutissement d'un projet vieux de vingt ans visant à contenir la poussée communiste par des regroupements politico-économiques et sécuritaires, l'ANSEA est née en août 1967 à l'initiative de l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande ; rejoints ensuite par Brunei (1984) puis le Vietnam (1995). Le principe de concertation a été consacré par la Déclaration de Bangkok de 1967. Les premières tentatives de regroupement ont constitué les prémises de la coopération régionale : la commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO, décembre 1946), qui donnera naissance à l'ambitieux "projet du Mékong" ruiné par la seconde guerre d'Indochine ; "le plan de Colombo", qui échouera en raison de son lien étroit à la décolonisation ; l'OTASE, dont la vocation essentiellement militaire ne répondra pas aux besoins prioritaires des pays de la région, et enfin l'Association du Sud-Est Asiatique (ASA) dont les projets ont été mis à mal par la crise de la grande Malaisie. Le soutien stratégique non négligeable des États-Unis et de la Grande-Bretagne à ce groupement pro-occidental, motivé par le contexte de la Guerre froide et la 'pactomanie', a constitué l'un des accélérateurs du projet. Mais s'il a fallu vingt ans pour que l'Association voie le jour, c'est aussi qu'elle a rencontré des obstacles latents. Malgré l'incontestable convergence des

intérêts (proximité géographique, passé colonial commun – à l’exception de la Thaïlande – et présence d’importantes communautés chinoises), l’édification de l’ANSEA fut une tâche complexe, pour deux raisons. D’une part parce qu’elle est née dans un contexte de tensions politiques et militaires dominées par le conflit vietnamien dans lequel étaient clairement engagées, aux côtés des États-Unis, les Philippines et la Thaïlande alors que les trois autres membres fondateurs étaient plus réservés. D’autre part en raison de son hétérogénéité. Si l’on raisonne de façon purement économique, les États qui composent l’ANSEA sont loin de contribuer à proportions égales puisqu’on distingue deux groupes : d’un côté l’Indonésie et la Thaïlande, les deux principales puissances de par leur superficie, leur poids démographique et leurs richesses naturelles ; de l’autre, ceux qui contribuent à moindre mesure, à commencer par les Philippines. En plus d’être physiques et naturelles, les différences relèvent aussi des systèmes politiques puisque c’est sans doute la région la plus hétérogène du monde : confucianisme à Singapour, présidentielisme aux Philippines, fédéralisme en Malaisie et monarchie constitutionnelle en Thaïlande.

Même si les disparités l’emporteront sur les points communs pendant toutes les phases de l’évolution, les avancées n’en sont pas moins significatives. Depuis sa création en 1967, les efforts déployés par l’ANSEA ont conduit à des résultats nettement plus spectaculaires en matière de sécurité et de politique internationale que dans le domaine économique, que l’on repère en quatre grandes phases. 1°) De 1967 à 1975, l’Association se caractérise par une volonté de neutralisation politique autorisée par le désengagement américain et le retrait britannique de l’est de Suez, et consacrée par la Déclaration de Kuala Lumpur de 1971. 2°) Les années 1975-1978 voient l’institutionnalisation et la formalisation de la politique de coopération économique par la signature de trois documents, la Déclaration de concorde, le Traité d’amitié et de coopération, et l’Accord sur l’établissement d’un secrétariat de l’ANSEA, réalisées lors du premier sommet de Bali de 1976. Le sommet de Kuala Lumpur de 1977 a constitué une avancée significative dans le développement des relations extérieures de l’Association, en formalisant les relations avec les “partenaires du dialogue”, au nombre de dix, à commencer par le Japon et les États-Unis. 3°) Suit une phase (1979-1991) dominée par la crise cambodgienne, qui incite au renforcement de la cohésion militaire pour contrecarrer la politique vietnamienne en Indochine. Les cinq pays de l’ANSEA seront à l’origine de l’intervention onusienne au Cambodge et contribueront à la signature des accords de paix à la conférence de Paris de 1991, prouvant par défaut l’incapacité de l’Association à résoudre cette crise régionale sans appui extérieur. La coopération économique n’en sera pas pour autant freinée, avec le lancement du premier programme de l’ANSEA en 1980, et l’adhésion de l’Association à la “Coopération économique en Asie-Pacifique”. 4°) Enfin depuis 1992, sans doute en réponse à la création de l’ALENA, a été décidée lors du sommet de Singapour la création d’une zone de libre échange prévue sur 15 ans. Il s’ouvrait ainsi une ère d’initiatives majeures affirmant, entre

autres, la dimension sécuritaire de l'Association à l'échelle de l'Asie orientale. Ainsi, en 1994, l'inauguration du Forum régional de sécurité a créé un cadre rassemblant presque tous les États de la région, ce qui est loin d'être négligeable dans une zone où le maintien de la paix et de la sécurité demeure un enjeu essentiel. En 1995, la signature d'un traité de dénucléarisation de l'Asie du Sud-Est à Bangkok a nettement accru la cohésion des sept membres ainsi que l'affirmation de la personnalité internationale de l'Association. Enfin l'élargissement progressif aux pays indochinois a renforcé l'intégration régionale.

Au regard de ses trois décennies d'existence, le bilan de l'ANSEA ne peut qu'être mitigé compte tenu des problèmes économiques qui restent à régler : même si la croissance des pays membres n'a cessé de progresser, celle-ci est difficilement imputable à l'ANSEA, comme le démontre la stagnation de la part du commerce intra-ANSEA à 16-18% des échanges extérieurs, la politique commune de substitutions aux importations n'encourageant pas les exportations. Le déséquilibre des économies des États-membres, davantage concurrentes qu'interdépendantes, n'a jamais pu se réduire, comme en témoigne l'échec des différents plans de coopération des années 1980, comme la "voiture de l'ANSEA" de 1981, sans doute dû au refus de l'Association de se doter de structures lourdes. Quant à la zone de libre échange, elle est loin d'être effective en raison de la complexité des mécanismes de réduction de droits de douanes, même si ces derniers devraient être ramenés à moins de 5% au 1^{er} janvier 2008.

L'ouvrage se veut une synthèse ambitieuse des avancées de l'Association, c'est-à-dire une réussite politique. L'ANSEA est devenue une réalité sur la scène internationale en affirmant ses dimensions économiques, politique et stratégique dans la région ; elle a su diversifier ses partenaires de dialogue en renforçant la coopération avec les grandes puissances potentielles du XXI^e siècle, la Chine et l'Inde. L'auteur nuance toutefois son argumentation en insistant sur le caractère mitigé du bilan, en raison d'un relatif échec économique qui forcerait à long terme l'ANSEA à s'intégrer à une coopération économique en Asie pacifique. Dans le classement que fait François Joyaux des États membres, les attributs géographiques de l'État, la superficie et le poids démographique semblent primer sur la contribution du PIB ; or, les États les plus vastes et les plus peuplés ne sont pas toujours les plus riches. Depuis l'édition du livre, un certain nombre d'éléments nouveaux viennent enrichir l'histoire de l'ANSEA : la crise asiatique de 1997 a mis en évidence les limites de l'intégration économique effective des membres de l'ANSEA par leur incapacité à adopter une attitude solidaire pour éviter l'intervention du FMI, tout en manifestant une certaine solidarité de fait entre eux. En outre, les trois États qui avaient obtenu le statut d'observateurs en 1992 ont désormais rejoint l'Association : le Laos et le Myanmar en 1997 ; le Cambodge en 1999, après le sixième sommet de l'association à Hanoi. Bien qu'exprimant le rôle intégrateur de l'Association, l'admission d'anciens pays communistes consacre une dénaturation de l'ANSEA, désormais bien éloignée de l'objectif initial des pères fondateurs. En 2000, un Traité anti-armement nucléaire

a été signé à Bangkok par les dix États membres ; un protocole annexe invite les cinq puissances nucléaires à s'y associer, mais celles-ci semblent réticentes compte tenu de l'étendue des zones couvertes par le traité de Bangkok. Cette dernière avancée constitue une nouvelle preuve de l'affirmation de la dimension politique et stratégique de l'Association. Enfin, en novembre 2004, la Chine et l'ANSEA ont signé un accord devant donner naissance à la plus vaste zone de libre échange du monde à l'horizon 2010. Cette démarche s'inscrit, une fois de plus, dans l'affirmation d'une stratégie cohérente dynamique de l'Association.

Yasmine HEMDANE

Chia Siow YUE et Marcello PACINI, eds., *ASEAN in New Asia : issues and trends*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS), 1998, 176 p.

Ce recueil d'articles présentés dans le cadre d'une conférence organisée par la Fondation Giovanni Agnelli et l'*Institute of Southeast Asian Studies* (ISEAS) en février 1996, à Turin en Italie, rassemble les contributions de six universitaires sud-est asiatiques, quatre singapouriens (Chia Siow Yue¹, Tan Kong Yam², Daljit Singh³ et Chin Kin Wah⁴), un malaysien (Mohamed Ariff⁵) et un indonésien (Djisman S. Simandjuntak⁶). Les différents auteurs analysent l'évolution de l'ASEAN de 1970 à 1995 sur la base de données macroéconomiques, en mettant l'accent sur l'investissement étranger, la création de l'AFTA et les échanges intra-régionaux, les relations entre l'Union européenne et l'ASEAN, et enfin la sécurité régionale. Et sur cette base, ils tentent d'esquisser une prospective de l'ASEAN pour le XXI^e siècle.

Le succès des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI), Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan et Singapour, les a constitués en modèles pour les autres pays de l'ASEAN et pour la Chine (Tan Kong Yam). Au début des années 1980, l'ASEAN rentrait en récession économique en raison du retournement de la conjoncture pétrolière et de la mauvaise gestion des entreprises d'État ; il s'ensuivait au milieu des années 1980 une libéralisation économique visant à stimuler la croissance par les exportations, ce qui impliquait le développement des investissements directs étrangers (IDE) et en particulier l'ouverture de nouveaux secteurs économiques... Cette ouverture a coïncidé avec l'arrivée massive d'IDE en provenance du Japon et des NPI, désirant

¹ Directeur de l'ISEAS de Singapour.

² Professeur et Chef du Département de Politique Commerciale à la Faculté d'Administration et de Commerce de l'Université de Singapour.

³ Chercheur senior à l'ISEAS de Singapour.

⁴ Professeur Associé en Sciences politiques à l'Université Nationale de Singapour.

⁵ Professeur d'analyse économique à la Faculté d'Économie de l'*Universiti Malaya* à Kuala Lumpur.

⁶ Directeur Exécutif de la *Prasetiya Mulya Graduate School of Management* de Jakarta.

diversifier leurs approvisionnements et délocaliser leurs activités à forte intensité de main d'oeuvre. L'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en Chine (1978) enclenche en synchronie une politique d'ouverture, qui débute avec la création en 1980 des Zones Economiques Spéciales (ZES) dans les régions côtières de Chine du Sud, destinées initialement à drainer les IDE des Chinois d'outre-mer, lesquels atteignent 2,9 milliards \$ US en 1984. Les problèmes juridiques, logistiques et monétaires freinant l'investissement des étrangers non-chinois sont réglés par la promulgation d'une série de lois en 1986. Dès lors la Chine et l'ASEAN se trouvent en compétition pour attirer les IDE. En 1989, après Tiananmen, le Japon et les NPI privilégient l'ASEAN, où les IDE doublent, atteignant 29 milliards \$. La tendance s'inverse avec la tournée en Chine méridionale de Deng Xiaoping en 1992, qui fait décoller les IDE en Chine (38,7 milliards \$ en 1992, 110 milliards \$, soit le triple, en 1993), car les investisseurs ont réévalué les avantages comparatifs de la Chine (main d'œuvre abondante et à bas prix, terrains peu chers et faible niveau d'imposition). Ce sont désormais l'ensemble des régions côtières et la vallée du Yangzi qui sont ouvertes aux IDE, accentuant d'autant la concurrence avec l'ASEAN, notamment pour les investisseurs taiwanais. Il s'ensuit un développement des échanges intra-firmes permettant d'utiliser au mieux les avantages comparatifs de chaque pays. Cette croissance est stimulée par les projets industriels et d'infrastructures également financés par les IDE. De tous les pays de l'ASEAN, seul Singapour réussit en définitive à titrer son épingle du jeu avec la progression constante de son stock d'IDE, l'essor des investissements des Chinois de l'ASEAN en Chine augmentant encore cette course aux investissements entre les deux régions.

Si l'ASEAN et la Chine concentrent une grande partie des IDE à destination des pays en développement, la Chine reçoit à elle seule 38% du total des flux (Chia Siow Yue). C'est à partir de la moitié des années 1980 que les IDE ont fortement progressé en Asie du Sud-Est, avec le déferlement de capitaux du Japon puis des NPI. À la même période, ces derniers sont confrontés à la régionalisation des marchés nord-américain et européen avec la création de la NAFTA (*North America Free Trade Area*) et de la CEE (Communauté Économique Européenne), qui les obligent à internationaliser leurs productions pour contourner les barrières protectionnistes, car leurs économies sont largement orientées sur les exportations. De plus le Japon et les NPI voient leurs coûts de production augmenter avec la hausse des coûts salariaux, la réévaluation du yen rendant le Japon encore moins compétitif. Pour sécuriser leur approvisionnement en matières premières, et délocaliser les activités de main d'œuvre, le Japon et les NPI investissent donc largement en Asie du Sud-Est, d'autant que la proximité géographique facilite la redistribution. Apparaît ainsi une nouvelle division régionale du travail, verticale et horizontale, les NPI et le Japon transférant telle ou telle partie de la chaîne de production. Pour les pays d'accueil, les IDE jouent un rôle crucial en matière de développement énergétique et industriel, d'infrastructures et de formation... Ils multiplient donc les incitations, au risque de démanteler leurs industries naissantes et leur propre recherche et développement (R&D), ou de trop favoriser les activités de substitution aux importations. Pour qu'il

y ait un gain de développement, les gouvernements doivent appliquer une politique en adéquation avec les IDE. Avec la création de structures juridiques garantissant les IDE, la libéralisation et la dérégulation des économies, les pays de l'ASEAN ont pu maintenir un flux d'IDE croissant entre 1986 et 1995, malgré l'attractivité croissante de la Chine et de l'Inde dans les années 1990. En synchronie, pour rester compétitive, l'ASEAN travaille à une meilleure intégration régionale et coopération entre ses membres à travers le projet d'une zone de libre échange, l'AFTA (*ASEAN Free Trade Area*), et de pôles de développement transnationaux. Si les IDE sont pour l'ASEAN un des seuls moyens de se développer, notamment dans la construction d'infrastructures, il reste que les disparités régionales et nationales se creusent, et que la compétition mondiale et régionale s'intensifie.

Sur cette base, comment se met en place le projet de zone de libre échange de l'ASEAN (AFTA), qui représente un tournant pour une organisation dont le but initial était politique avant de se doter d'un contenu de plus en plus économique (Mohamed Ariff)? La première étape de la constitution de cette zone de libre échange a été l'adoption d'une diminution progressive des tarifs douaniers entre les 5 pays fondateurs de l'ASEAN (Malaysia, Indonésie, Philippines, Thaïlande et Singapour), passant d'une moyenne de 20% à 0-5% en 15 ans, ainsi que la suppression des obstacles tarifaires non-douaniers. La seconde étape est la mise en place de tarifs douaniers préférentiels (*Common Effective Preferential Tariff*) qui doit accélérer la baisse des tarifs douaniers à travers une sélection des produits les plus échangés, pour à terme inclure tous les produits. L'AFTA a de surcroît créé des structures visant à étendre la coopération aux services et à la propriété intellectuelle. Toutes ces procédures que sont la nomenclature des tarifs douaniers, les nouvelles évaluations et procédures douanières comme celle du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trades*), doivent faciliter la libéralisation des échanges. Il s'en est suivi une progression des échanges intra-régionaux. Le succès de l'AFTA repose sur la multilatéralisation des partenaires puisqu'il permet de diversifier les sources d'importation au profit des plus compétitives. Surtout l'AFTA n'a pas comme objet d'accroître les échanges intra-régionaux au détriment des échanges externes à l'Association, car la principale source de revenu des pays de l'ASEAN est l'exportation vers des marchés tiers – les échanges intra-régionaux ne représentant que 25% du total des échanges extérieurs de l'ASEAN –, mais bien de rendre les produits de la zone plus compétitifs. Plus qu'une libéralisation des échanges, l'AFTA vise ainsi à accroître la complémentarité des pays membres dans la production des biens et des services et dans la recherche et développement, et à créer un marché de quelque 450 millions d'habitants et 3 millions de km².

Même si le fossé entre l'Union Européenne (UE) et l'ASEAN demeure toujours important, il a tendance à se réduire : entre 1970 et 1992, la croissance de l'ASEAN a été supérieure à celle de l'UE, l'ASEAN passant de 3,9% à 6,9% du commerce mondial entre 1988 et 1994, et l'UE de 38,7% à 35% (Djisman S. Simandjuntak). Les productions de l'ASEAN se sont diversifiées, notamment dans l'électronique à

Singapour, en Malaysia et en Thaïlande, l'un des produits les plus échangés depuis ces vingt dernières années. Les échanges de l'ASEAN avec l'UE ont doublé entre 1988 et 1994, l'ASEAN exportant désormais 14% de sa production vers l'UE. D'où des frictions entre l'UE et l'ASEAN, notamment pour les industries de main-d'oeuvre, l'UE demeurant largement plus compétitive au niveau des services. Avec la dérégulation et l'amélioration des moyens de communication, les frictions entre blocs régionaux se multiplient. Les pays développés accusent les pays en développement d'utiliser leur main d'œuvre bon marché pour faire du *dumping* social, ou les blâment d'avoir sacrifié l'environnement à la compétitivité. Les États-Unis accusent les gouvernements asiatiques de favoriser les conglomérats nationaux au détriment des étrangers. Le retard de l'ASEAN au niveau des services doit l'obliger à mieux coopérer avec l'UE, qui demeure une plaque tournante pour les IDE, à ceci près que les Européens privilégient dans ce domaine leurs partenaires régionaux (par exemple la part de l'Europe est passée de 37% des IDE français en 1988 à 60% en 1992). L'ASEAN a donc comblé la baisse relative des IDE européens par ceux des NPI qui ont commencé à investir au milieu des années 1980. Pour autant, elle doit s'efforcer de développer une collaboration avec l'UE pour rattraper son retard technologique, ce qui implique en contrepartie des efforts en matière d'environnement et de droit du travail.

Mais les relations extérieures de l'ASEAN ne se réduisent pas au seul domaine économique. Elle a été créée en pleine Guerre froide, le 8 août 1967 à Bangkok, avec pour premier objectif de faire face à la menace communiste, en Indochine et au sein des pays même de l'ASEAN (Daljit Singh). L'Association a donc tenté de jouer un rôle dans les conflits régionaux et de promouvoir la création de la Zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est (ZOPFAN) : elle a ainsi participé aux négociations de paix du Cambodge en 1991, tout en jouant un rôle mineur face à des superpuissances comme les États-Unis ou la Chine. Mais depuis la fin de la guerre froide et la normalisation avec ses voisins du bloc communiste, l'ASEAN s'efforce de mettre en place une stratégie de défense commune à l'Asie du Sud-Est, en s'appuyant sur la ZOPFAN. Sa participation à l'APEC est un moyen de résoudre les conflits entre les pays membres. De plus elle a lancé en 1993 l'*ASEAN Regional Forum* (ARF), en partenariat avec les puissances régionales (Chine, Japon) et les États-Unis sans pour autant compromettre les accords bilatéraux de sécurité existants. Il ne s'agit pas de créer un système de sécurité collective mais plutôt de favoriser une coopération sécuritaire, dans une zone où, malgré la persistance de conflits internes, les conflits endémiques ont cédé la place au dynamisme économique. La sécurité de l'ASEAN reste à ce jour assurée par des puissances extérieures à travers une série d'accords bilatéraux. De bipolaire, la zone devient ainsi multipolaire au plan économique et politique.

Quelles seraient alors les perspectives pour l'ASEAN pour le nouveau millénaire ? Il faut attendre la fin de la Guerre froide pour que l'ASEAN prenne un essor politique, avec le renforcement de ses institutions, l'adhésion future de nouveaux membres indochinois (Chin Kin Wah). Son succès régional, notamment économique,

a suscité l'intérêt des puissances étrangères qui la voient dorénavant comme un partenaire privilégié : l'ASEAN a su adhérer aux normes internationales et ne pas s'ériger en une structure supranationale, préserver les consensus et la bonne gestion des conflits internes... Les grands défis de l'ASEAN pour le nouveau millénaire seront de trois ordres : l'intégration des nouveaux pays indochinois, notamment à l'AFTA ; la prise en compte de la Chine, au point vue économique et géostratégique ; et la création d'une identité propre transcendant les diversités culturelles et ethniques.

L'ouvrage a maintenant dix ans ; pendant cette période l'ASEAN et le contexte mondial ont changé. *A posteriori*, les auteurs semblent bien trop optimistes sur la dynamique de croissance des pays du Sud-Est Asiatique, notamment dans l'appréciation de la dérégulation des systèmes économiques : ils n'ont ainsi pas envisagé (pas plus que la Banque Mondiale, le FMI, etc.) l'éventualité d'une crise comme celle de 1997. Au regard des événements de septembre 2001, la sécurité prend une tout autre dimension. À l'inverse, ce recueil souligne l'importance du commerce et de l'investissement dans le développement de l'ASEAN, mais aussi la concurrence de la Chine et l'ASEAN en matière d'IDE.

Matthieu SENE

B. PROSPECTIVE AU SEUIL DU DEUXIÈME MILLÉNAIRE

ASIE 21⁷, éd. (préface d'Hugues de JOUVENEL), *L'Asie demain, permanences et mutations*, Paris, L'Harmattan, coll. Points sur l'Asie, 2003, 224 p.

L'Asie regroupe une part de plus en plus grande de la population mondiale, quelque 50% en 2003 avec plus de 3,7 milliards d'habitants ; et vraisemblablement plus de 60% en 2025. Et comme elle conjugue de considérables réserves de change, un taux d'épargne élevé et – dans la majeure partie des cas – une forte croissance, son poids dans l'économie mondiale ne cesse d'augmenter. Pour autant, elle accumule les risques politiques : tensions sino-américaines ; conflits multiples (Inde/Pakistan, Chine/Taiwan, Corée du Nord, Birmanie...) ; enfin insuffisance des associations régionales et des traités de sécurité collective. La seule structure régionale à même de constituer un pôle de référence, l'ASEAN, demeure fortement hétérogène et donc d'une portée limitée. Même si la Russie ne s'est pas opposée au déploiement de troupes américaines en Asie centrale et si la Chine a appuyé les positions américaines

⁷ Groupe de réflexion prospective sur l'Asie de *Futuribles international*, composé pour une moitié de chercheurs et d'universitaires et pour l'autre de praticiens de haut niveau des relations internationales.

au Pakistan après le 11 septembre 2001, l'extrémisme islamique et le terrorisme continuent de proliférer en Asie du Sud-Est.

Destiné à des praticiens des relations internationales (hommes d'affaires, journalistes, universitaires, responsables d'ONG, cadres de la fonction publique, etc.), le présent ouvrage a donc pour objet de délivrer les informations élémentaires relatives à une région en pleine mutation : ses espaces, ses économies, ses modèles et ses rapports de force. À cette fin, il rassemble les contributions de dix-huit spécialistes de la zone, et présente en annexe des fiches documentaires sur les relations euro-asiatiques.

Guy Faure (CNRS) tente d'abord de cerner le concept même d'Asie : l'Asie, c'est à la fois l'Asie du Sud-Est, concept stratégique anglo-saxon, l'Asie-Pacifique, concept japonais du ministère des affaires étrangères, mais aussi l'Asie centrale. La multiplicité des termes utilisés pour définir les espaces asiatiques est révélatrice des divers bouleversements de la région. Tous les pays asiatiques, à l'exception peut-être de la Corée du Nord, affirment leur "besoin d'Asie" en renforçant leurs relations diplomatiques régionales. Avec des nuances : les Japonais se considèrent parfois plus proches des Occidentaux que des Asiatiques, même s'ils ne contestent pas leur appartenance à un même ensemble géographique ; quant aux Chinois, l'Asie reste pour eux instrumentale. La construction d'un espace asiatique, son organisation et l'intégration économique des différents pays, dépend de l'amélioration des voies de communications et surtout de la capacité des États à faire face à une crise de façon solidaire (à la différence des États membres de l'ASEAN en 1997) et à trouver un *leadership* reconnu par tous.

Selon Philippe Delalande (consultant), il existerait un schéma asiatique commun de développement, reposant sur "une croissance tirée par les exportations, une maîtrise des finances publiques, une connivence opaque entre État et entreprises et l'accueil des investissements étrangers tout en protégeant le capital national" (p. 50). Si l'Asie a ainsi récupéré un rythme de croissance relativement soutenu, un peu plus faible, certes, qu'avant la crise de 1997, elle reste vulnérable aux exportations ; la dépendance énergétique des plus grands pays s'aggrave et les systèmes financiers y demeurent encore fragiles. Le Japon, encore de loin la première puissance asiatique, compte bien garder sa place de *leader* ; il conserve de nombreux atouts et pourrait bien se trouver à la veille d'une phase de croissance (Anne Androuais, CNRS). Quant à la Chine, qui vise la première place, sa croissance est pénalisée par l'endettement de l'État et par le fait qu'elle repose davantage sur l'accumulation de capital et de travail que sur l'efficacité accrue des facteurs de production (Jean-François Huchet, Univ. Rennes II). Reste qu'Alain Henriot (CCIP) note la diversité des perspectives de croissance à moyen terme de la région : de 1 à 1,5% du PIB pour le Japon à 7-7,5% pour la Chine, qui devrait conserver la plus forte croissance sur les trois prochaines années ; quant aux perspectives de l'ASEAN, elles dépendront de la croissance américaine et de la capacité de Taiwan et de la Corée à maintenir une croissance à plus de 5%.

La troisième partie de l'ouvrage pousse plus loin l'analyse en s'interrogeant sur l'existence d'un modèle socio-économique asiatique spécifique. François Raillon (CNRS) le définit comme unique et homogène, de la Chine à l'Indonésie et de la Birmanie aux Philippines, celui d'un État "développementariste" fort, capable de mettre en œuvre une politique de modernisation volontariste, fondée sur la collaboration entre "cercles politiques, cliques technocratiques et groupes d'affaires". Avec la crise de 1997, l'effondrement du modèle remet en question la connivence entre État et marché, d'autant que les pays sont contraints de déréguler sous les pressions du FMI. À l'inverse, le choc du 11 septembre enclenche une "restauration rampante" : la violente remise en question du modèle américain, qui fait de la sécurité la nouvelle priorité de George W. Bush, ouvre la voie à un retour au dirigisme. Alors même qu'est envisagée une association entre la Chine et l'ASEAN, et que les échanges asiatiques se réorientent vers des échanges intra-communautaires, la Chine reprend sa place traditionnelle, celle d'un suzerain incontournable. Reste pour la Chine à assurer la transition vers un modèle politique moderne dans un contexte d'inégalités socio-économiques croissantes. Ce qui demeure possible, car, comme le montre Alain Wang (sinologue et consultant), les Chinois poursuivent leur quête de modernité commencée au XIX^e siècle : "les Chinois digèrent, sinisent et élaborent ensuite leur propre chemin comme ils le font depuis toujours" (p. 90), construisant ainsi un modèle spécifique associant pragmatisme et consensus. Mais si le modèle asiatique dirigiste a encore quelques beaux jours devant lui, il risque de fléchir à moyen terme (Rémi Perelman, ORSTOM & CHEAM). L'industrialisation et l'urbanisation impliquent dans un premier temps des investissements colossaux et à long terme, et donc une stabilité politique qui privilégie les régimes autoritaires "capables de tenir la situation sous contrôle". Mais dans un second temps, la montée des contre-pouvoirs résultant de l'urbanisation risque de jouer en sens inverse : de fait, Marc Menguy (ancien ministre plénipotentiaire) souligne la place du consensus dans les prises de décisions, en Asie du Sud-Est mais aussi en Chine.

Comment peuvent alors s'établir les rapports entre l'Asie, la Chine et les États-Unis ? Marc Menguy rappelle que la question chinoise préoccupe beaucoup les Américains, qui depuis la seconde guerre mondiale cherchent à préserver la sécurité et leur domination dans la zone, par la mise en place de réseaux d'alliance et de traités bilatéraux. Depuis la reconnaissance de la Chine par les États-Unis en 1978, les Américains oscillent entre une politique d'engagement et une politique d'endiguement : malgré l'incident de Hainan en avril 2001, les relations entre les deux pays ont repris un cours normal dès octobre de la même année. Quant aux Chinois, ils évoquent essentiellement leur volonté de respecter les accords internationaux sur la non-prolifération. À la suite du 11 septembre 2001, les Japonais ont envoyé pour la première fois une véritable force navale dans l'océan Indien, le Pakistan a retourné sa veste et collabore militairement avec les États-Unis, tout comme l'Inde, qui a rétabli des liens sécuritaires avec Washington. Présents en Afghanistan, les États-Unis s'efforcent d'accroître leur coopération en Asie Centrale

et la plupart des pays d'Asie (Chine compris) ont adhéré à la lutte contre le terrorisme international. La Chine se retrouve ainsi presque encerclée par les positions américaines, mais reste passive : certes, par nécessité, pour préserver son développement économique et assurer une transition politique, mais aussi et surtout parce que les États-Unis sont un des rares pays à même de lui fournir les technologies et les crédits dont elle a besoin pour soutenir sa croissance. Pour autant, les ambitions chinoises vont à l'encontre des États-Unis, qui ne permettent "à aucune puissance d'être en mesure d'exercer une menace stratégique sur leur hégémonie mondiale" (p. 110). La Chine cherche-t-elle à devenir une puissance mondiale dotée de ses propres attributs ou serait-elle sur la voie d'une normalisation la conduisant peut-être à la marginalisation ? Pékin pourrait préférer une voie médiane et "tenter de faire progresser ses relations dans un contexte bilatéral où le dialogue utiliserait à la fois la concession (l'adhésion antiterroriste) et la tension maîtrisée (la question de Taiwan)" (p. 113). De fait, les États-Unis ont du mal à définir leur stratégie envers la Chine (Michel Jan, sinologue) ; les relations entre les deux pays dépendent beaucoup des relations entre leurs Présidents. Contrairement aux États-Unis, la Chine a défini une stratégie à long terme relativement constante qui consiste à "éviter les confrontations, à favoriser les échanges et à encourager les investissements", car son avenir dépend pour beaucoup de ses relations avec les États-Unis. Elle est par ailleurs devenue le partenaire commercial principal de beaucoup de pays en Asie orientale et en Asie du Sud-Est, dépassant parfois les États-Unis. De surcroît, son poids démographique pèse lourd sur l'Asie Centrale et la Russie, d'autant que ces régions, riches en hydrocarbures, sont primordiales pour elle. En revanche elle ne traite avec les Européens que pays par pays. D'après Henri Eyraud (général, c.r.), la Chine est impressionnée par la puissance américaine et croit dans sa pérennité. Si l'Union Européenne et le Japon voyaient leur rôle diminuer sur la scène internationale, alors le monde deviendrait exclusivement dominé par les États-Unis qui, par l'application du droit exclusif de frappes préventives, joueraient le rôle de gendarme universel. La Chine semble trop dépendante des investissements et des exportations pour soutenir une croissance lui permettant de devenir la seconde superpuissance mondiale, sans parler de l'aléa démographique. De surcroît, sa structure sociale est celle d'un quart de satisfaits, dont la situation matérielle s'améliore nettement ; d'une grosse moitié pour lesquels ça va peut-être plutôt mieux mais dont le sort ne change pas fondamentalement et dont le pouvoir d'achat reste ce qu'il était ; et d'un dernier quart regroupant anciens pauvres, nouveaux pauvres, chômeurs (p. 125).

La perception des Américains du reste de la zone a changé depuis le 11 septembre (P. Delalande), vis-à-vis de la Malaysia et de l'Indonésie, mais aussi des Philippines, où ils aimeraient intervenir dans les zones musulmanes du Sud. La Birmanie fait l'objet des convoitises chinoises pour accéder à l'océan Indien et désenclaver le Yunnan. Le Laos et la Thaïlande sont de plus en plus dépendants de la Chine pour leurs importations de produits de consommation ; le Vietnam fait jouer la concurrence entre la Chine et les États-Unis.

Reste la question des relations Europe-Asie. Depuis les années 1990, l'Asie exerce

une influence culturelle croissante en France (Anne Garrigue, journaliste). Plus largement, alors que l'Asie se modernise et revalorise ses traditions, les Occidentaux s'intéressent et intègrent de plus en plus la culture asiatique. Grâce aux innovations dans les télécommunications, ses modes d'être et de penser s'exportent de plus en plus, même si il y a "un énorme fossé entre le mythe de la tradition asiatique et la réalité vécue quotidiennement par les Asiatiques" (p. 135). L'Europe devrait avoir un rôle plus important en Asie (Rémi Perelman), car les relations entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie sont très déséquilibrées en faveur des États-Unis, ce qui implique de se doter d'une politique extérieure crédible, seule façon de développer des relations équilibrées avec des partenaires comme l'ALENA, le MERCOSUR ou l'ASEAN et bientôt l'ASEAN + 3. En dehors de négociations à caractère commercial, ces relations concernent quatre grands enjeux de société : les droits de l'homme, l'immigration, l'environnement et la culture. Au vu des partenariats avec les pays d'Asie Orientale et d'Asie du Sud-Est, la politique de l'Union Européenne envers l'Asie n'est ni négligeable ni récente mais demeure méconnue en France. François Raillon ajoute que l'Union Européenne – et la France particulièrement – ne répondent pas au besoin d'Europe de la Chine et de l'Asie du Sud-Est.

En conclusion, Rémi Perelman rappelle les constantes et les tendances lourdes de la zone avant d'exposer et de développer brièvement sept interrogations. 1°) La stabilité de la Chine ; si une évolution politique vers davantage de démocratie paraît difficilement envisageable, le fossé qui se creuse entre la Chine des grandes villes, principalement de la côte Est et la Chine de l'intérieur, réservoir de main d'œuvre bon marché, risque de démultiplier les tensions sociales. 2°) Le *leadership* régional ; alors que de nombreux conflits et problèmes de sécurité subsistent, l'Asie du Nord-Est manque cruellement de traités de sécurité collective, ce qui rend toute prospective impossible à ce niveau quant à une éventuelle organisation régionale et au pays qui en prendrait la direction. 3°) L'évolution des investissements directs étrangers (IDE), sur lesquels les pays asiatiques fondent pour beaucoup leur développement, alors que la Chine en a déjà dérivé une partie hors d'Asie du Sud-Est. 4°) Les relations entre la Chine et les États-Unis ; va-t-on vers une égalisation en matière de puissance, alors même que ces deux nations poursuivent un même objectif stratégique hégémonique ? 5°) L'instabilité de la péninsule coréenne, qui implique directement de nombreux acteurs, États-Unis, Russie, Chine, Japon et les deux Corée. 6°) La capacité de l'Europe à créer une alternative aux États-Unis et à la Chine pour les pays d'Asie du Sud-Est, et le rôle que tiendra la Russie dans les relations eurasiatiques. 7°) L'évolution des mouvements islamistes.

Olivier DOUCET

2. FEMMES ET LITTÉRATURE

A. EN TANT QUE RECENSEUR, DANS LA LITTÉRATURE SIAMOISE

เหลาสูนธ, นียะดา, LAOSUTHON, Niyada, (Docteur), เทพยวี่ที่ถูกลืม, *Thepaya Kawi Thi Thuk Lum [Les grands poètes oubliés], Bangkok, Mueng Boran, 2539 (1996), 147 p.*⁸

Dans cette présentation illustrée de nombreux exemples, Niyada Laosunthon expose de manière concise les caractéristiques d'une forme poétique spécifique, les *Khlong Kon*. Les *Khlong Kon* sont une catégorie de *Konlabot*, formes à clef qui relèvent de la forme poétique *Khlong*. Ils se distinguent des *Konla Akson* (*Konlabot* de contraintes ou de lettres) non seulement par cette exclusivité mais aussi par leur aspect visuel. Contrairement aux *Konla Akson* qui peuvent être appréhendés de manière sonore (l'auditeur perçoit de nombreuses euphonies) et montrent la virtuosité du poète, les *Khlong Kon* (*Konlabot* s'appliquant aux *Khlong*) supposent une participation active du lecteur. Dans le cas des *Konla Akson*, la forme d'origine reste intacte alors que dans le cas des *Khlong Kon*, tout l'exercice consiste à la retrouver.

Les formes à clef, *Konlabot*, ne font que trop peu souvent l'objet d'études. Niyada Laosunthon peut être considérée comme la spécialiste en la matière, puisqu'elle a effectué l'étude des stèles littéraires du temple Wat Phra Chétuphon à Bangkok. Dans la préface de cet ouvrage consacré aux *Khlong Kon*, elle explique que son choix fut orienté par son intérêt pour la poésie "concrète" (*concrete poetry*).

Dans la littérature siamoise, l'existence des *Konla Akson* est attestée depuis fort longtemps. Cette forme s'est développée au point de donner, au début de l'ère Rattanakosin (à partir de 1782), le *Siriwibunkitti* qui compte quatre vingt-six variétés de *Konla Akson*. Les *Khlong Kon* sont quant à eux plus rares et le développement de cet art est plus récent. Il semble que cet exercice intellectuel ait été avant tout un divertissement de Cour. Les *Khlong Kon* apparaissent de manière sporadique dans les œuvres ayutthayennes (1350-1767) et furent longtemps considérés comme des exercices poétiques permettant au poète de montrer ses talents de compositeur. Le travail de Niyada Laosunthon a pour but de faire découvrir et d'initier le lecteur à cet art poétique peu pratiqué et méconnu.

Les *Khlong Kon* sont des poèmes à énigme. Les trente pieds d'une strophe de *Khlong* sont insérés dans une construction et/ou dans une forme qui annule la

⁸ Les lecteurs seront peut-être surpris par le fait que Niyada Laosunthon ait intitulé cet ouvrage *Les grands poètes oubliés* alors que son contenu traite plutôt de poèmes oubliés. Les poètes (*Kawi*) qui ont composé les œuvres poétiques (*Kawi Nipphon*) n'ont pas signé leurs écrits, ou les poèmes (*Klon*) oubliés qui sont présentés sont restés anonymes. Ainsi ces œuvres anonymes sont le fait d'auteurs qui ont disparu derrière leur travail, qui ont été oublié.

linéarité de la lecture. Dans les *Khlong Kon* ou *Konlabot de forme*, le poète introduit des strophes qui, composées d'abord normalement, sont ensuite présentées sous une forme que le lecteur averti doit décoder afin de retrouver le poème originel. En plus de la forme ou de l'image, les *Khlong Kon* ajoutent une contrainte de lecture : l'image et la contrainte (sens et code de lecture) s'associent pour transformer le texte. Cette contrainte est suggérée par le nom de la forme à clef, lorsque celui-ci ne désigne pas le contenu ou l'apparence adoptée par la strophe. Œuvre codée, le *Khlong Kon* ne révèle le poème caché qu'après l'application d'une clef qui peut aller de la lecture dans un ordre différent (méandres de mots) à l'application d'une contrainte quasi-mathématique. Connaissant la contrainte, le lecteur peut alors compléter les vers et accéder au poème. Parfois la solution nous est donnée, mais l'auteur avoue que certaines lectures sont sujettes à caution. En effet, les manuscrits ne dévoilent que rarement les clefs de lecture (certains poèmes énigmes restent à ce jour sans solution).

Après avoir exposé les éléments qui les caractérisent et établi un historique des diverses formes de *Konlabot* (*Konla Akson* et *Khlong Kon*), l'auteur distingue sept catégories de *Khlong Kon*.

Il y a tout d'abord les *Khlong Kon* "à arborescence" (un fil conducteur permet de retrouver le poème en bonne et due forme dans le méandre des mots). Les *Khlong Kon* "ayant une forme d'horoscope et de Yantra" représentent la deuxième catégorie de *Khlong Kon*. Puis viennent les *Khlong Kon* "naturels" (cette troisième catégorie est divisée selon trois thèmes : les fleurs (lotus, nénuphar et de balisier), les feuilles et les animaux) suivis des *Khlong Kon* "littéraires" (les tableaux représentent une scène connue dans une œuvre littéraire, *Ramakien*, *Suwannahong*, *Phra Rot* et *Nang Méri*). La cinquième catégorie est celle des *Khlong Kon* religieuses (où sont représentés des divinités ou des objets religieux). Lui succède celle des *Khlong Kon* "de la vie quotidienne" (l'auteur donne des exemples représentant un mendiant puis un Chinois) et enfin celle des *Khlong Kon* divers.

Les deux premières catégories possèdent des règles de lecture strictes. Quant aux autres, leur décodage s'effectue de la manière suivante : il faut tout d'abord trouver un sens global au tableau puis chercher le premier mot de la strophe (celui-ci peut être le nom de la contrainte ou de la forme représentée, et il se trouve généralement soit au centre soit en un lieu important dans la composition). Le lecteur doit alors tenter de recomposer la strophe en fonction des rimes et des tons obligatoires sachant que les deuxièmes groupes du premier, deuxième et troisième vers sont souvent "géographiquement" proches. Enfin, la symbolique du tableau d'ensemble doit être prise en compte sans quoi il sera difficile au lecteur de décrypter le poème.

Le présent ouvrage n'est consacré qu'à des *Khlong Kon* picturaux. Cette forme de poésie visuelle pourrait être assimilée aux calligrammes, mais nous tenons toutefois à distinguer les deux expériences. Dans le calligramme, en effet, le texte, par sa mise en page, constitue le tracé du dessin (le dessin est constitué par le texte lui-même). La démarche n'est pas tout à fait la même pour les *Khlong Kon* : l'image sert, certes, de

support au texte et contraint l'ordonnancement des lettres mais le texte est, du moins dans les exemples choisis par l'auteur, compris dans le dessin (les syllabes qui forment les vers sont éparpillées dans le dessin). Selon l'auteur, les *Khlong Kon* sont issus de la rencontre entre la poésie et la peinture. Niyada Laosunthon a sélectionné des poèmes particulièrement représentatifs de cet argument. Chaque illustration est accompagnée d'une interprétation de lecture proposée par l'auteur et d'un titre en anglais, parfois même d'une adaptation de Séni Pramot⁹. Mais elle ne dévoile ni ses sources, ni le nom des auteurs qui les ont composés ; tout au plus peut-on reconnaître qu'ils ne proviennent ni des stèles du temple Wat Chétuphon, ni du Siriwbunkiti.

Ce très bel ouvrage permet au néophyte de se rendre compte de la richesse des formes à clef dans la littérature thaïlandaise. Les nombreuses illustrations sont un enchantement tant pour l'amateur de poésie que pour la beauté des tableaux. Nous regrettons toutefois que le sujet ne soit pas étudié de manière plus approfondie et que la confusion quant à ce que sont les *Konlabot* ne soit pas dissipée.

Émilie TESTARD

B. EN TANT QUE SUJET, DANS LA LITTÉRATURE BENGALIE

ANISUZZAMAN (Prof.), *Bāṅālī nāri sāhitye o śamāje (La femme bengalie dans la société et la littérature) Dacca, Sahitya Prakas, 2000, 57 p.*

Historien des idées littéraires et sociales, le professeur Anisuzzaman¹⁰ appartient à cette génération de musulmans du Bengale occidental qui a connu les dernières heures de l'Inde Britannique, les désillusions du Pakistan oriental, puis la naissance

⁹ Diplomate puis homme d'État, Seni Pramot a aussi exercé ses talents dans la traduction de poésie. Il est notamment l'auteur de *Interpretative Translation of Thai Poets*, S.E.A.T.O. publications, Bangkok, 1965, 48 p.

¹⁰ Professeur à l'Université de Dhaka, membre de la *Bangla Academy*. Principaux ouvrages : *Muslim Manas o bamla sahitya* [Esprit musulman et littérature bengalie] ; *Purāno bāmlā gadyo*, étude sur la prose ancienne au Bengale ; *Āthāro sataker bamla cithi* [correspondance du XVIII^e siècle] ; *Munir Chowdhury Racanābali* [L'œuvre de Munir Chowdhury, martyr du mouvement pour la langue de 1952], 1984 ; *Shahidullah Racanābali* [l'œuvre de Shahidullah], 1994 ; *Muslim bāmlā samayikpatra* [correspondance de Musulmans du Bengale] ; *Shrupar Shandāna*, 1991 ; nombreux articles publiés dans la revue de la *Bangla Academy*, dont "Duti purāno bāmlā nātak" [deux pièces de théâtres de la période ancienne], de Premilā ; *Creativity, reality and identity*, recueil d'articles publiés entre 1975 et 1980, sur l'histoire de la créativité intellectuelle endogène au Bengale à partir du XIV^e siècle ; *Identity, religion and ancient history : four lectures on Bangladesh society*, 1995 ; *Culture and Thought : the transformation of the World*, 1983 ; *Factory correspondance and other Bengali documents in the Indian Office Library and Records*. Il est également l'auteur avec F. BATTACHARYA de *Auguste Aussant bāmlā-pharāsi sabdakos* [lexique français-bengali, August Aussant], édition critique du premier lexique franco-bengali datant du XVIII^e siècle. Il a écrit son autobiographie, *Kāl nirabadhi*.

traumatique du Bangladesh¹¹. Grand défenseur d'un Bangladesh laïc, multiconfessionnel et multiculturel¹², il étudie l'histoire des courants qui imprègnent les identités bengalies en se fondant principalement sur l'analyse de l'écrit, littéraire, mais aussi journalistique ou institutionnel. Une grande partie de son travail est néanmoins axée sur la littérature médiévale, en particulier sur l'œuvre d'écrivains musulmans et sur leurs contributions au développement du rhizome identitaire bangladais. Le présent ouvrage a été publié en 2000 à Dhaka¹³. Anisuzzaman propose un travail de synthèse qui éclaire dès le XIV^e siècle la littérature au Bengale, même si c'est seulement à partir du XIX^e siècle, au moment où la société bengalie est en pleine mutation¹⁴, que la question du statut de la femme devient centrale pour tout intellectuel interrogeant son tissu social. Dans ce contexte, de nouvelles réflexions voient également le jour. Et si quelques idées reçues sont toujours bien ancrées dans les mentalités – comme, par exemple cette conviction qu'une femme qui a fait des études deviendra vite veuve – d'autres sont marquées par l'évolution de la société – comme la légitimité du remariage des veuves, qui a toutefois suscité bien des querelles et de vives réticences chez les hindous.

Dans quelle proportion ces idées sur les femmes sont-elles partagées avant le XIX^e siècle ? Existait-il une seule et unique représentation de la femme, ou celle-ci variait-elle selon les clivages sociaux et religieux ? L'auteur propose des réponses en se fondant sur la production littéraire – entre le XIV^e siècle et le premier quart du XX^e siècle – et les études antérieures. Mais il précise qu'il a dû sortir du seul cadre littéraire pour comprendre comment ces idées ont pu se diffuser¹⁵ : notamment dans la deuxième partie qui s'appuie sur la production journalistique¹⁶ de l'époque, ainsi

¹¹ Né en 1937, dans une famille du Bengale occidental, il a connu les émeutes de la partition, puis l'exil dans le nouveau Pakistan oriental de 1947. Il avait quinze ans au moment où le gouvernement pakistanais réprime dans le sang le mouvement pour la langue bengalie de 1952, *bhâsâ ândolan*. Enfin, en 1971, à 24 ans, il participe activement à la guerre de libération du côté de Sheikh Mujibur Rahman, dirigeant charismatique de la ligue Awami et premier président de la République du Bangladesh.

¹² Rappelons que cette région a vu se succéder des dynasties bouddhistes, hindouistes et musulmanes. Anisuzzaman, ces dernières années, a rédigé de nombreux articles dénonçant le virage révisionniste du Bangladesh tendant à renier les idéaux laïques et humanistes de sa création ainsi que la contribution de la culture préislamique.

¹³ Nous préférons à la transcription française *Dacca*, la transcription anglaise qui, d'une part respecte mieux la prononciation du mot, et, d'autre part, est largement attestée par les écrivains bangladais.

¹⁴ Animée de multiples débats où s'opposent un pôle réformiste, partisan d'une réforme de la société, hindoue principalement, en réponse à la modernité importée d'Occident ; et un pôle plus fondamentaliste, qui prône un retour aux sources de l'indianité, celles antérieures à son altération séculaire, ou aux sources de l'Islam avant qu'il soit corrompu sous l'influence des superstitions.

¹⁵ Ainsi, la question de l'immolation des veuves est-elle débattue au sein de l'administration coloniale et de l'intelligentsia bengalie, ce qui aboutit à l'interdiction de la *sati*.

¹⁶ Notamment sur la naissance de nouveaux journaux, sur leurs objectifs et leurs publics.

que sur un corpus institutionnel¹⁷. Son analyse débute par un constat : dans la société patriarcale bengalie, la femme donne naissance à deux représentations antinomiques ; d'un côté, elle est valorisée pour sa dimension divine, de l'autre elle n'est qu'une esclave : elle est à la fois *santanâri*, sainte ou *ganikâ*, prostituée. Partant de ce postulat très général, l'auteur va chercher dans le littéraire des éléments susceptibles de donner de ces couples contradictoires une vision plus nuancée, plus détaillée. Le corpus englobe différentes formes littéraires : 1) poésies de dévots appartenant à diverses sectes issues de l'Hindouisme¹⁸ ; 2) épopées et romans d'amour mystique traduits et adaptés d'œuvres du Moyen-Orient¹⁹ ; 3) textes cosmogoniques d'obédience soufie²⁰ ; 4) poèmes et chants régionaux²¹. Il concerne des écrivains qui ont vécu dans différentes régions, du Bengale occidental – plus proches des grands empires du nord de l'Inde –, ou du Bengale oriental, territoire plus impénétrable²², aux frontières mouvantes, tombé parfois sous l'hégémonie de souverains de l'Est²³.

La femme bengalie... se compose de deux parties : la première est consacrée à la littérature antérieure au XIX^e siècle, où fleurit ce que les historiens ont appelé la Renaissance bengalie et qui coïncide avec l'apparition de formes littéraires nouvelles. Cette littérature médiévale, essentiellement poétique et religieuse, suit des formes très codifiées et joue à l'infini sur des thèmes conventionnels. La deuxième partie est entièrement centrée sur la période contemporaine, qui débute au milieu du XIX^e siècle, marquée par de grands mouvements réformistes, par la naissance d'une prose moderne et par le besoin de repenser sa culture à la lueur du contact avec l'Occident et des changements qu'il impose, directement ou non.

Les questions abordées en première partie sont les suivantes. 1) La venue d'une fille est-elle vécue avec plus de réserve ? 2) L'éducation des filles est-elle réduite au minimum ? 3) Les femmes étaient-elles uniquement cantonnées aux tâches

¹⁷ Ainsi que sur la fondation d'institutions éducatives pour les filles, et leurs programmes tels que des grands intellectuels de l'époque, comme Bidyâsâgar, Râdhâkânta, ou Pyâricând, ont pu les concevoir.

¹⁸ *Srikrisnakîrtan*, composé par Baru Candidâs, poète du XIV^e siècle ; *Candimangal*, de Mukundarâm Cakrabartî ; *Mangalcandîr gîta*, de Dvij Mâdhava, poètes du XVI^e siècle.

¹⁹ Comme la célèbre légende iranienne *Lâyli et Majnun*, adaptée par Daulat Uzir Bâhrâm Khân, poète à la cour d'Arakan.

²⁰ Voir Sayed Sultân et son étonnante *Nabir bamsa*, récit cosmogonique où des divinités du panthéon hindou sont intégrées à la lignée des Prophètes du Livre.

²¹ Comme les chants de Gopicandra, *Gopicandrer gân*, composés par un poète anonyme.

²² Beaucoup moins exposé aux dogmes brahmaniques, ce territoire a été investi dès le bas Moyen-Âge par des dévots soufis venus diffuser l'Islam, jouant un rôle essentiel dans la mise en valeur des terres, cf. EATON, Richard M., *The Rise of Islam and the Bengal Frontier 1204-1760*, New Delhi, Oxford University Press, 1983, 359 p.

²³ Comme les souverains arakanais à l'extrême pointe sud du pays, dans la région frontalière avec l'actuel Myanmar. Ce sont dans les cours de ces souverains bouddhistes que de grands textes de la littérature médiévale musulmane bengalie ont été composés, en particulier de nombreux textes soufis ou des adaptations de grands classiques romantiques arabo-persans.

ménagères ou gagnaient-elles leur vie par leur travail ? 4) Se devaient-elles de rester à la maison ou avaient-elles la possibilité de sortir pour vaquer à leurs occupations ? 5) Au sein du couple, est-ce que la femme devait une entière soumission à son mari, avait-t-elle le droit d'exprimer ses sentiments, même si ceux-ci étaient négatifs ? 6) Quel rôle la femme peut-elle jouer au sein de la pratique religieuse et de la mystique, hindoue ou musulmane ? 7) Est-ce que les pratiques sociales qui seront sujettes à d'intenses débats à partir du XIX^e siècle divisent déjà les individus et les communautés – en particulier, les mariages précoces des fillettes, la polygamie, l'obligation de ne pas exposer la femme aux regards intrus, le mariage des veuves ?

À partir de la première moitié du XIX^e siècle, les questions évoquées ci-dessus prennent une importance considérable et soulèvent les passions. Les enjeux en sont étudiés dans la deuxième partie, qui débute avec la figure de Bharatcandra Ray, grand poète de la charnière du passé et de la modernité, et qui exploite avec brio, liberté²⁴ et originalité le genre satyrique : la femme y incarne tous les défauts du sexe faible. La misogynie se dévoile en effet au grand jour dès le milieu du XVIII^e siècle, se déchaînant tout particulièrement contre la femme moderne, hindoue ou musulmane, qui choisit comme repère les valeurs et les modes de la société occidentale. La société bengalie, dans laquelle les moyens de diffusion des idées se sont vite développés avec la colonisation britannique, connaît également de grands débats de société : la légitimité de la *Sati* – l'immolation d'une femme pour accompagner son mari dans la mort – ; celle du *bahubibâha* – la polygamie, et du rôle social de la femme, en dehors du mariage et de l'éducation des enfants, provoquent des échanges verbaux d'une rare violence, selon des lignes de partage qui ne coïncident pas toujours avec les clivages religieux ou sociaux traditionnels. La question de l'immolation des veuves est un sujet débattu par les autorités britanniques qui enquêtent sur sa légitimité au regard de la législation hindoue²⁵. Au même moments, des grands intellectuels progressistes²⁶ veulent donner l'exemple et osent des actions publiques largement médiatisées. Les questions sur le statut de la femme s'exposent, s'institutionnalisent dans une société qui a adopté, bon gré mal gré, une économie coloniale et qui est soumise aux menaces qui lui sont associées : comme il n'est 'malheureusement' plus possible de laisser la femme à l'écart du monde étranger, son statut doit s'adapter aux nouvelles conditions socio-économiques²⁷. L'éducation va

²⁴ Liberté qui va choquer les puristes, reconnaissant la grandeur du style de Bharatcandra, mais condamnant la vulgarité, la crudité des thèmes qu'il choisit.

²⁵ En 1899, un fait divers tragique ébranle les milieux coloniaux : la mort d'un pieux hindou entraîne celle de ses trente-sept femmes qui se jettent dans le feu sacrificiel ; si bien que le feu doit continuer à brûler pendant trois jours (p. 37).

²⁶ Par exemple les membres du *Brâhma Samâj* de Râmmohan Rây, comme la famille Tagore. Le *Brâhma samâj* fondé en 1828, est un mouvement de Bengalis progressistes repensant l'hindouité à la lumière des Upanisâd et des grandes religions monothéistes.

²⁷ Voir p. 52 : les programmes intègrent la formation professionnelle et envisagent le travail des femmes dans des usines, dans les cas de situations précaires. La nouveauté est sans doute que des brâhmânes se sentent obligés de se poser de telles questions.

ainsi se développer, chez les hommes, puis chez les femmes, jusqu'à gagner, vers la fin du XIX^e siècle, le couple qui va commencer à penser différemment sa relation, certains maris n'hésitant plus à reconnaître les qualités humaines de leur femme²⁸, et allant même jusqu'à exprimer leur hostilité au fait d'entretenir des maîtresses ! La fin du XIX^e siècle élargit le champ des possibles dans le destin de la femme selon un plus grand prisme de positionnements religieux, culturels et historiques. Et si les idées les plus conservatrices résistent très bien, les bouleversements du XIX^e siècle voient s'imposer une grande nébuleuse d'idées 'neuves'. Enfin, les femmes vont lentement s'insérer dans le tissu social, accédant à des emplois dans l'éducation, dans la santé ou le caritatif. Elles vont par la suite commencer à s'interroger sur leur propre condition : celle d'un individu qui n'a de vérité que par sa relation à l'homme.

Anisuzzaman invite dans un premier temps à reconsidérer la période médiévale sans pratiquer une analyse systématique des genres et des productions littéraires. Ainsi, la littérature abonde d'exemple où la naissance d'une fille est vécue comme un événement heureux. De même on rencontre de nombreux personnages de femmes éduquées ou d'autres exerçant des activités professionnelles hors du cloître familial. Il enregistre ensuite les changements qui se produisent au XIX^e siècle avec le développement d'une littérature satirique, réflexive, pamphlétaire, revendicatrice, puis avec la lente socialisation de la femme en dehors de la sphère privée. Reste à présent à étudier plus en détail le rôle de toutes ces femmes, quel que soit l'espace, physique et mental où elles ont vécu, dans les mouvements nationalistes qui ont mené au gain de l'indépendance.

Cet essai du professeur Anisuzzaman s'appuie sur une connaissance très poussée de la littérature et de la société bengalies. Ce livre a, bien sûr, les défauts avoués d'un essai : il se promène d'une œuvre à une autre, sélectionne principalement ce qui va dans le sens des idées directrices de l'auteur, extrait des citations trop courtes d'un contexte plus large, survole la littérature sur plusieurs siècles, et traverse des zones géographiques qui présentent pour cette période des différences que l'on ne peut négliger. Mais conscient des dangers de la démarche synthétique, Anisuzzaman invite lui-même à la réfutation des arguments qu'il avance. Au lecteur de consulter les lectures critiques qu'il a entreprises de grands textes bengalis pour trouver une matière plus détaillée ; ou des textes plus exhaustifs qui abordent le fait littéraire du point de vue de l'identité sociale de leurs lecteurs et de leurs auteurs²⁹. Il peut aussi se référer aux éditions critiques d'œuvres d'auteurs musulmans bengalis, éditées par l'auteur ou d'autres grands exégètes. Ce court essai constitue ainsi une introduction

²⁸ La poésie de Bihārīlāl Cakrabarti et de Surendranath Majumdār témoigne d'une nouvelle sensibilité et donne à l'épouse un statut d'individu qui échappe en partie aux projections masculines.

²⁹ Mentionnons ici : Enamul Haque, *Muslim bāmlā sâhitya*, Dhaka, 3^e éd., Ahmed Mahmudul Haq pour Mowlā Brothers, 1998, 236 p. ; Ahmed Sharif, *Bāngālī o bāmlā sâhitya*, Dhaka, éd. Bijay Ray pour New Age Publications, 1978, 445 p. ; Abdul Karim, *Social History of the Muslims of Bengal (down to A.D. 1538)*, Dhaka, Asiatic Society of Pakistan, 1959.

et une invitation très stimulantes à une lecture attentive de la production littéraire, révélatrice et héritière d'une société vécue comme l'imbrication de systèmes complexes.

Olivier BOUGNOT